



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Modalités de mise en place du télétravail au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La crise sanitaire a contraint Montpellier Méditerranée Métropole à adapter ses modes de travail pour répondre aux missions de services publics et au Plan de Continuité de l'Activité (PCA). Ainsi, le travail collaboratif à distance (TCD) a été très largement développé depuis le 16 mars 2020. Il a permis aux agents de continuer de travailler de leur domicile en utilisant les matériels ou outils mis à disposition. Dès la fin de l'année 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de capitaliser ce mode de travail à distance en reprenant le dossier télétravail démarré dès 2017.

Le télétravail, instauré par le décret n°2016-151 du 11 février 2016 désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées au domicile de l'agent de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 est venu en préciser les conditions et modalités de mise en œuvre dans la fonction publique.

C'est l'opportunité pour la Collectivité d'expérimenter une organisation plus souple, orientée vers la réalisation des objectifs, tout en renforçant l'autonomie et la responsabilisation de l'agent. Elle offre la possibilité, à certains agents, de pouvoir télétravailler à leur domicile avec les mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.

L'objectif de cette nouvelle organisation du travail est de répondre à plusieurs enjeux notamment de permettre de mieux concilier vie professionnelle et personnelle tout en limitant le déplacement des agents dans une démarche de développement durable. En effet, le télétravail offre la possibilité de contribuer à réduire l'impact environnemental des déplacements quotidiens et de contribuer à l'image moderne de la Métropole, tout en gagnant en efficacité et productivité par l'amélioration globale des conditions de travail des agents.

Par ailleurs, ce dispositif peut être une solution en cas de nouvelle crise (sanitaire, intempéries, pollution, ...), pour protéger en priorité les personnes « à risque » tout en maintenant la continuité de service entre les agents en présentiel et en distanciel. De plus, il apporte une solution efficiente et réglementaire à l'occupation des locaux et à l'utilisation des outils informatiques et numériques qui permettent le travail à distance et permet de mieux préparer et accompagner le manager dans l'organisation de nouvelles modalités de travail et de coopération pour une plus grande efficacité du service public et une modernisation des pratiques managériales.

La Métropole met donc en place le télétravail selon les modalités suivantes :

- Tous les agents, titulaires, contractuels et stagiaires, dont les missions peuvent être réalisées chez eux, pourront donc en faire la demande, en accord avec leur responsable. A noter que, pour les travailleurs handicapés, le télétravail est déjà mis en place selon la délibération n°14810 du 26 juillet 2017. Quant à certaines situations exceptionnelles (état de santé, grossesse, ...), des autorisations ponctuelles seront possibles conformément à la réglementation en vigueur.
- L'acceptation du télétravail donne lieu à la signature d'une convention tripartite entre l'agent, son supérieur hiérarchique et le représentant de l'autorité territoriale.
- La durée de l'autorisation est d'un an maximum. Elle peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis du comité de suivi, un mois avant l'échéance du terme. En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle

demande.

- L'autorisation peut prévoir une période d'adaptation de 3 mois maximum. Cette période doit être adaptée à la durée de l'autorisation.
- L'agent en télétravail bénéficiera des mêmes droits, devoirs et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.
- L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité. La journée de télétravail sera comptabilisée dans le profil de travail de l'agent sur le logiciel de temps.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles. Durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail. Tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. De même, tous les accidents domestiques, en dehors des horaires prévus, ne seront pas imputables au service. Il doit donc être totalement joignable et disponible, sur les plages fixes de la collectivité, en faveur des administrés, de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques.

- L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivants : ordinateur portable et casque audio, solution de téléphonie, accès à la messagerie professionnelle, accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions, le cas échéant, formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail.

En contrepartie, le télétravailleur s'engage à respecter l'usage de la charte de sécurité informatique en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données ainsi que l'ensemble de la législation et les règles internes notamment en matière de confidentialité.

- La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à 2 jours fixes maximum par semaine (ou selon un forfait de 8 jours flottants par mois pour les cadres et encadrants). En conséquence, le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à 3 jours par semaine.

Le dispositif télétravail a reçu un avis favorable en Comité Technique en date du 5 juillet 2021. Il fera l'objet d'une évaluation en comité de suivi au bout d'un an.

Le télétravail nomade, sur un autre site que le domicile, sera étudié ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'instaurer le télétravail selon les critères prédéfinis ;
- D'approuver les termes du modèle de convention tripartite entre l'agent, son supérieur hiérarchique et le représentant de l'autorité territoriale ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-162868-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Télétravail 3M vU_2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.